

# Le coquelicot

BIMESTRIEL N° 32

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE TOULOUSE ISSN 1264-9112 JUIN 2001 - 15 F

Ils peuvent raconter ce qu'ils veulent sur le sujet, la « modernisation sociale »<sup>TM</sup> les socialistes l'ont déjà réalisée. Il y a vingt ans. Quand la sémantique a servi de lin-céul à la lutte des classes. Prélude au détournement d'héritage qui depuis les occupent. Il n'y a donc plus de patrons mais de respectables entrepreneurs, plus de capitalistes mais d'habiles et sympathiques financiers, plus d'exploiteurs ni d'exploités mais des partenaires sociaux, c'est à dire, au sens littéral, des associés. Des égaux, partageant et défendant les mêmes intérêts, presque des amis. Voici la poule élevée au rang de partenaire du renard, voici le renard regardé à son tour comme une victime de la nature et de ses lois impitoyables. Au même titre que la poule. Sachons nous montrer solidaire aussi du malheureux renard contraint de dévorer ses partenaires et que seuls de gros revenus peuvent distraire de son chagrin. Car pendant la modernisation sociale en cours et, si j'ai bien compris, après, le pillage du poulailler continue. Comme avant. Mais le renard aura désormais l'obligation de se montrer poli en entrant. Et de se brosser les dents avant de passer à table ?

Il s'agit donc de modernisation. Personne n'a jamais prétendu que modernisation devait être synonyme de progrès. On peut même deviner ce que l'emploi de ce mot, plutôt qu'un autre, a de délibéré. La sémantique toujours ? Le cul coincé en équilibre instable entre la modernisation sociale de nos amis de la gauche plurielle et la refondation sociale des amis du baron, nous pouvons être sûrs d'une chose : si nous ne faisons rien, quand tout sera terminé, ceux d'entre nous qui auront réussi à conserver une chaise auront mal au moment de s'asseoir ? ■

Ravachefolle



« Les problèmes politiques sont les problèmes de tout le monde ;  
les problèmes de tout le monde sont des problèmes politiques ».

René Dumont

## Le diktat de l'argent roi

**Le syndicat Sud-Commerce communique :**

Voici quelques semaines, un accord sur les dates d'ouvertures exceptionnelles des magasins a été signé à la chambre de commerce de Toulouse. Seule la CGT a refusé sa signature. Quant au syndicat Sud-Commerce considéré comme non représentatif il n'a pas été invité à la discussion. L'accord s'est donc fait sur quatre jours « exceptionnels » : le 8 mai, le 24 mai (l'Ascension), le 23 décembre (dimanche avant Noël) et le... 14 juillet.

Le syndicat Sud-Commerce rappelle son opposition à la banalisation de ces journées dites « exceptionnelles » mais qui finissent par paraître normales sauf, bien sûr aux salarié(e)s du commerce ; cela devient même tellement banal que le 14 juillet « Fête Nationale » n'est plus à l'abri des rapaces du tiroir caisse... Il se déclare choqué et indigné par la signature de cet accord. Il faut savoir que le fait que cet accord existe rend difficile à des salarié(e)s de refuser de travailler ces jours-là, même si théoriquement ils le peuvent. Nous espérons que les volontaires seront peu nombreux et qu'une vraie réflexion sur le sens des jours fériés aura lieu un jour afin que cesse ce diktat de l'argent roi et que la course à l'ouverture prenne fin. Sud-Commerce se réunit tous les derniers mercredis du mois au 1 impasse des Arènes et est joignable au 05 62 48 51 41.

*Le Coquelicot n'ira pas plus faire ses courses dans les magasins que défiler jusqu'au monument aux morts et rajoute : quels sont les syndicats qui ont signé cet accord : La CFDT, FO, la CFTC, la CGC... Et ils sont représentatifs ?*



## Naissance d'un Collectif

**Le Collectif contre le Plan Ginestous 2000 est né en septembre 1999 suite à l'invasion d'odeurs acides qui ont envahi les quartiers nord et nord-ouest de l'agglomération toulousaine durant tout l'été (différentes des odeurs d'égout habituelles répandues sur les Minimes et la rocade). Ces nouvelles odeurs provenaient d'énormes tas de boue recouverte d'écorces de pin entreposées à l'air libre sur la plaine de Ginestous à 300 mètres des plus proches habitations.**



Auparavant les boues étaient, à l'état semi-liquide, répandues sur les terres agricoles. Avec le nouveau décret de 1997 réglementant l'épandage des boues, les riverains et exploitants agricoles refusent les mauvaises pratiques de l'épandage effectuées par la CGE : boues liquides malodorantes, concentration trop forte en bout de champ. Ces réticences ajoutées au dysfonctionnement du sécheur thermique produisent des stocks de boues que le concessionnaire n'arrive plus à traiter. C'est alors que Vivendi et la mairie dévoilent la solution technique de secours « idéale » (pour les finances de Vivendi) constituée par l'incinérateur pour mettre fin aux mauvaises odeurs et n'être plus assujettis à la filière agricole. En se penchant sur cette affaire, les membres du Collectif révèlent au grand jour le contenu du projet concocté depuis plusieurs années par la Mairie de Toulouse et le concessionnaire chargé du traitement des eaux usées depuis 1990 : la CGE (Compagnie Générale des Eaux filiale de Vivendi). Ce projet avait été déposé depuis 1997 et refusé par le Préfet de Toulouse de l'époque, (aujourd'hui décédé), pour défaut de concertation avec le public. La Mairie de Toulouse a précipité le lancement des enquêtes publiques à un rythme vertigineux : 10 enquêtes publiques en 7 mois, de janvier à juillet 2000. Sans attendre le résultat de ces enquêtes, elle a délivré un permis de démolir les digesteurs (alternative à l'incinération) le 15.02.00 et un permis déconstruire un incinérateur le 17.09.00. Ces décisions ont été relayées par le préfet actuel, Hubert Fournier. Celui-ci, sans attendre les résultats des élections municipales ni la mise en place de la Communauté des agglomérations, a pris la décision autorisant la construction d'un incinérateur de boues à Ginestous par l'arrêté préfectoral n° 11 le 19.01.01.

Finalement, les odeurs qui ont déclenché la lutte du collectif, ne sont que la partie immergée de l'iceberg. Après bientôt deux années de travail d'investigations, le collectif dévoile les nombreux risques et dysfonctionnements, tant sur la forme que sur le fond, relevé dans cette opération.

### Le danger majeur

C'est celui de l'extension et de la concentration d'un site classé dans une zone inondable sans en avoir évalué les impacts (étude pourtant obligatoire depuis le décret 93 245 et la circulaire Barnier). Il est prouvé que l'effet des risques cumulés est toujours plus important que la stricte somme des effets des risques pris individuellement (cf. le saucissonnage du projet en 10 enquêtes publiques).

### Risques sur la santé des habitants

Les premières études épidémiologiques sur les risques accrus de cancers, allergies, asthmes produits par les rejets de dioxines et de furannes émis par les incinérateurs sortent enfin des cartons (à quand le scandale des cancers et maladies provoqués par les incinérateurs comme ceux du sang contaminé, de l'amiante, de la vache folle, de la tremblante, de la légionnellose?).

Risque environnemental : accroissement de l'effet de serre. Dans ce domaine, la ville de Toulouse n'a toujours pas réalisé de Plan de Prévention des Risques (PPR) comme l'y oblige la loi pour toutes les villes de plus de 100 000 habitants. Dysfonctionnements techniques : 4<sup>e</sup> explosion du four 4 de l'incinérateur du Mirail exploitée par SETMI, une filiale de Vivendi, rejets en Garonne des eaux usées de la station de Ginestous sans épuration au moment de l'inondation du 11 et 12 juin 2000 (aucune pénalité n'est exercée par la mairie sur ces pratiques de non performance, les habitants seraient en droit de réclamer les taxes pour des services non rendus).

Mensonges : l'incinérateur de boues de Ginestous ne peut être une solution de

secours puisque son processus nécessite un fonctionnement en continu (24 heures sur 24). Pour rentabiliser cette nouvelle installation, Vivendi incite les communes de l'agglomération à se raccorder sur la station de Ginestous. Aujourd'hui, avec un réseau souterrain de 950 km, la station de Ginestous traite les eaux usées de Toulouse, Balma, Colomiers, l'Union, Tournefeuille, Quint-Fonsegrives, Pechbusque et les boues de 13 communes sur la grande couronne. Dominique Baudis se vantait dans son organe de presse municipal Capitole Infos que Toulouse serait la plus grande station d'épuration d'Europe! Triste privilège de la chasse aux records alors que la tendance est d'éclater les grands complexes industriels à risque en unités plus petites pour mieux maîtriser les incidents (exemple de la station d'épuration d'Achères dans les Yvelines éclatée en 6 unités).

Dissimulation de chiffres : de 1992 à 1998, Vivendi a surestimé d'un tiers le nombre d'habitants raccordés à la station. Cette surestimation est évaluée à 50 millions de francs par l'Agence de l'eau (instance officielle qui collecte les taxes d'assainissement versées par les consommateurs et les reverse au concessionnaire). Une preuve supplémentaire qu'aucun contrôle n'est exercé par la Mairie.

Démocratie bafouée : aucune CLIS (Commission Locale d'Information et de Surveillance composée des habitants, consommateurs et associations riveraines) n'a été convoquée pour le projet d'incinérateur malgré l'obligation faite par l'Arrêt Préfectoral n° 011 du 19.01.01. Malgré 10000 signatures sur pétition, 1500 requêtes déposées par les habitants, la demande de moratoire et d'arrêt de la construction de l'incinérateur par toutes les listes de gauche de Toulouse et des conseils municipaux de Balma, Blagnac, Ramonville et St-Orens, la nouvelle municipalité de Toulouse continue le Plan Ginestous 2000 alors que l'assainissement des eaux relève de la compétence de la Communauté d'agglomérations. Silence assourdissant du Conseil Général et accord bienveillant des services départementaux (DDAF, DDE, DIREN, DRIRE, DDASSS). Aujourd'hui, le concessionnaire Vivendi démolit les digesteurs qui sont une des solutions alternatives à l'incinération par le procédé de méthanisation. À Lille, ce procédé permet de réduire de moitié le volume des boues produites et produit un gaz, le méthane, utilisé par des bus de la ville. L'incinérateur (comme le métro) est la solution technique la plus coûteuse : 110 millions de francs pour la construction et

23 millions de francs par an, en coût de fonctionnement. Ces dépenses seront bien sûr répercutées sur le consommateur par l'augmentation du prix de l'eau. Depuis 10 ans que la CGE/Vivendi gère l'eau à Toulouse, on enregistre 39,5 % d'augmentation du prix de l'eau au m<sup>3</sup> et 264 % d'augmentation des taxes d'assainissement (le taux d'inflation dans l'intervalle n'ayant progressé que de 20 %). Face au prix exorbitant de l'eau, plusieurs villes et communes ont remunicipalisé le service de l'eau. Il existe depuis 4 ans un mouvement national : Aquarévolve. Ce sera le mot de la fin. Pour les cybernautes, consultez notre site Internet [www.bouesducon.net](http://www.bouesducon.net)

Histoire de la naissance d'une déchetterie à Toulouse à 3 km de la place du Capitole et mise en perspective chronologique des dossiers et projets depuis 10 ans pour aboutir à la naissance d'une méga déchetterie sur le site de Ginestous.

■ 1990 : la Mairie cède la concession à la CGE/Vivendi pour 30 ans, expropriation des habitants et exploitants agricoles sur la plaine de Ginestous

■ 1995 : édification d'une digue en terre sur lit alluvionnaire

■ 1996 : fil d'Ariane et construction de l'échangeur des 7 Deniers

■ 1999 : mise en place d'une plate-forme de compostage à ciel ouvert sans permis de construire ni enquête publique par la société SEDE, filiale de Vivendi? Déplacement de la concasserie de déchets industriels urbains exploitée par Cassin TP face à la plate-forme de compostage.

■ 2000 : 10 enquêtes publiques :

1. épandage des boues d'épuration
2. plate-forme de compostage
- 3 et 4. voie nouvelle de Ginestous-Sud
5. extension de la station d'épuration de Ginestous

6. création d'une ZAC de Sesquièrre-Sud dite ZAC-Garonne

7. concasserie de déchets divers exploitée par Cassin TP

8. tri sélectif de déchets ménagers de la commune de Toulouse

9. construction d'un incinérateur à 2 fours

10. 6<sup>e</sup> révision du POS de la ville de Toulouse ■

Myriam



**50000** : c'est le nombre de signatures au bas de la pétition pour plus de sécurité à Toulouse. Fort de cette multitude d'engagement, ils décidèrent d'un cortège via la Préfecture et par un prompt renfort de... Douste-Blazy ils arrivèrent un petit millier. Ah! On se prend à rêver.

**17 ans** : c'est l'âge d'Habib dit Pipo lorsqu'il fut tué par le brigadier Henri Bois. Le jugement est prévu pour le 22 août. La date n'a rien à voir bien sûr avec la migration des aoûttiens vers la grande bleue!

**15000 F** : c'est la somme que monsieur le Maire Douste-Blazy a généreusement offerte à la caisse de résistance des « Marks et Spencer ». L'histoire ne dit pas si c'est tiré de sa poche ou bien de celle des contribuables toulousains, mais qu'à cela ne tienne, simplement à la vitesse des fermetures de boîtes, c'est créer un précédent ruineux.

**41000** : c'est le nombre de chômeurs dans notre pays de cocagne (la Haute-Garonne) où il fait si bon vivre. C'est le principe des vases communicants : les usines et les magasins ferment, une nouvelle agence ouvre ses portes en septembre avenue des États-Unis.

**60000** : c'est le nombre d'allocataires dans Midi-Pyrénées concernés par le PARE, (il entre en application le 1<sup>er</sup> juillet). Compte tenu qu'il y a dans la région 91 932 chômeurs, les possibilités du retour à l'emploi tiennent du miracle. La chance pour eux, c'est d'avoir hérité à Toulouse de l'ancien Maire de Lourdes et en terme de miracles...

**3224** : c'est le nombre de personnes dans la Haute-Garonne assujetties à l'impôt sur la fortune. En 2000 il a augmenté de 14,65 %, voilà qui va encourager les chômeurs à trouver du travail?

**18** : c'est le nombre de maires délégués de quartier désignés à Toulouse par le Maire Douste-Blazy. Comme il est dit, une commission consultative sera « sans discriminations » ouverte à tous (associations, organisations de quartier...). Mais c'est notre Maire « lourdais » qui « désignera les membres de cette commission ». Les amis de mes amis sont mes amis, enfin on connaît la chanson. (Tout Toulouse du 16 au 22 mai) ■

Bibas

## Le pays qu'on forme

Modèles à voir, modèles d'élevage, comme des veaux à l'abattoir, les jeunes gens de M6 ont des airs de viande aux hormones. Mamelles bien fermes, bronzées à point, langue d'époque dents éclatantes, cheveux teints ce loft est comme notre agriculture, malsain mais performant, vulgaire et productif licencieur et licencieux.

Les caméras qui nous montrent l'échancrure du bustier de Loana n'ont pas de scrupules mais une logique, celle du fric : gagnante sur l'audimat, gagnante sur la publicité, gagnante sur la téléphonie, gagnante sur les produits dérivés et sur les ventes des titres de presse...

La victime en est bien sûr cette pauvre fille (et ses codétenus) qui vend son cul pour un peu de gloire éphémère. « Loana, sous ton string tu restes une prolétaire ». Les victimes c'est aussi nous, pauvres couillons d'une vie sans surprise, bavant, s'enthousiasmant, prenant parti, oubliant nos tracas et notre condition de salarié ou de chômeur. (On remarquera, à ce sujet, que le loft, si on s'y emmerde, est un lieu hors du travail salarié, curieux non?) On nous y impose un modèle social : jeune, beau, oisif et avec état d'âme (si c'est télégénique), et on condamne de plus en plus violemment tous ceux qui s'en écartent. Un exemple? Les ravers que le ministre de l'intérieur, furieux qu'ils puissent se retrouver à 25 000 sans qu'il soit tenu au courant par sa police, tente d'attaquer légalement par des mesures de plus en plus attentatoires aux libertés. « Faut demander l'autorisation! et quand vous la demanderez on ne vous la donnera pas car on n'autorise jamais les raves! » Il suffira bientôt qu'un sous-fifre de la police qualifie de rave un rassemblement quelconque pour qu'ils puissent saisir le matériel de sono, même si c'est sur un terrain privé. La sainte alliance entre la droite et la gauche gouvernementale est bien d'accord sur ce point. Seule la peur du vote des jeunes fait reculer les députés. À ce qu'on sache une rave est pourtant bien moins un trouble à l'ordre public qu'une manif du FN!

Alors, deux poids deux mesures? MacDo, les OGM, les licenciements dans les boîtes productives, M6 et son loft, c'est autorisé par la loi du fric et donc de son État aux ordres alors que pour les ravers, les SDF, les sans papiers, les militants du DAL roués de coups, les ouvriers chassés des usines et qui valent plus un sou, la chasse est ouverte? Vivement qu'on en termine! ■

Caillou voyeur

GAUCHE PLUS RIEN

## Seillière, Jospin :

**Il est 5 h 30 devant la gare Matabiau et l'orage a lavé les brumes de bière de fin de semaine. Les yeux gonflés de sommeil, plus de 300 personnes se retrouvent dans le hall direction Paris et la manif contre les licenciements à l'appel de l'intersyndicale LU-Danone de l'usine de Ris-Orangis dans l'Essonne. Ça pas été simple de mobiliser sur le terrain. Entre une CGT frileuse, un PCF qui cherche un souffle nouveau et une finale de rugby toulousaine, le collectif toulousain d'organisation regroupant syndicalistes, politiques et associatifs aura tout fait pour que l'attente des salariés concernés par les plans de restructuration ne reste pas dans l'ombre. En attendant, c'est plus de 5 heures de TGV pour Paris.**

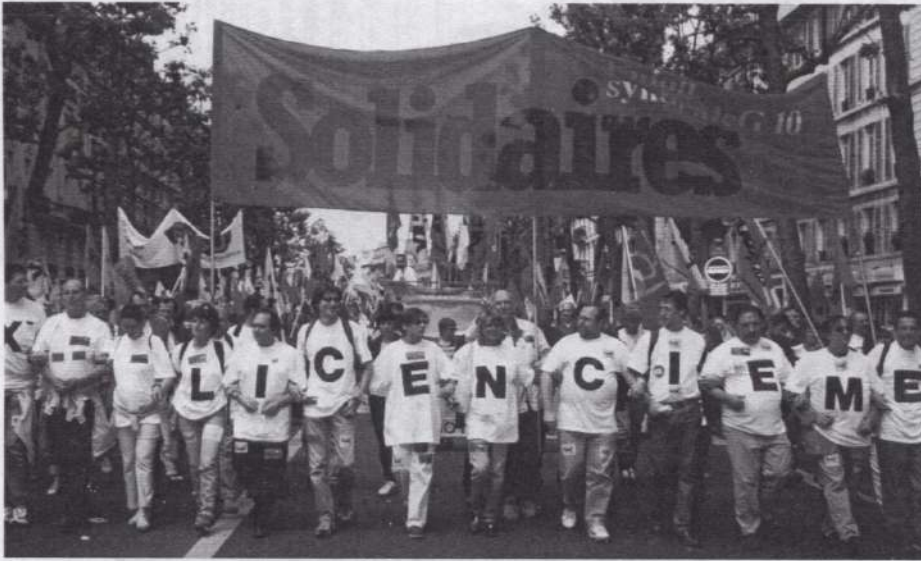
Le café est absent et des places sont libres. On fait le compte dans les wagons, combien pour telle ou telle organisation, qui manque, comment mobiliser encore plus. Côté syndicats, c'est pas folichon, malgré un travail de fourmis, l'union syndicale Solidaires se retrouve à une vingtaine, la FSU n'est pas au beau fixe non plus. On râle sur la CGT qui aura, en bout de course, maintenu son rassemblement sur St-Gaudens (Pechiney) et Cahors comme si les multinationales vont se contenter d'un regard sur le fin fond de la Haute-Garonne ou du Lot. La CFDT se trouve pas plus avancée, les militant(e)s sont là en ordre dispersé. Côté formation politique, LO n'est pas peu fière d'avoir dépassé son objectif prévu et la LCR ravale la pastille et l'AL est bien petite malgré les copains du Lot montés à Agen. On se dit que c'est à cause du prix de l'aller retour (500 F) mais tout le monde pense au fond de lui (d'elle) que c'est bien le travail sur les boîtes qui manque faute de bras, d'énergie, qui sait, parfois de perspectives. On se repose un peu, on cause beaucoup entre tous et toutes, mais on sait une chose, on a raison d'être là. C'est au moins ça. La prochaine manif, on pense au café dans les thermos!

### Paris en couleurs

Trajet classique pour le pavé parisien : République-Nation avec, en tête de cortège les salariés de LU-Danone, Marks & Spencer, AOL etc. Surprise pour beaucoup, le cortège de Solidaire (environ 2 000 pers) est loin devant la CGT qui fait grise mine avec sa délégation confédérale gênée aux entourmures. Les slogans fusent « Seillière-Jospin, vous faites le même turbin? À bas



# même turbin



la gauche plus rien! ». Ce n'est pas le PCF qui reprendra ça, c'est sûr! Ils ont une banderole à la con qui appelle à « des plans sociaux dignes et acceptables »! On se demande avec ma voisine s'il ne vaudrait pas mieux refourguer la place du colonel Fabien et distribuer les recettes aux licenciés! Ça bouge en couleurs et avec rage côté Solidaires. Bien haut les drapeaux jaunes, violets, verts des SUD qui accompagnent les slogans des Lu de Ris-Orangis : « Jospin arrête ton baratin, le plan Guigou vaut pas un clou ». Vieille réminiscence de l'hiver 95, c'est un « Hop Seillière plus haut qu'Alain Juppé » qui fait remuer les manifestant(e)s visiblement content(e)s d'être coude à coude.

## Rouges et noirs

Les libertaires sont nombreux en fin de manif avec les partis politiques (PCF, LO, LCR, les Verts). « Les patrons licencient, licenciés les patrons » annonce un tract de la FA, « La résistance ouvrière occupe la rue! » scande la CNT. L'Alternative Libertaire n'est pas en reste avec la déclinaison d'une « autogestion c'est la vie » portée par un cortège de plus de 150 personnes. Il y a du monde, des sourires de contentement qui irriguent les visages. On se moque de la gauche socialiste et c'est bien comme ça. Tout le monde a en tête les enjeux d'une telle manifestation nationale. Le PCF d'abord qui se sent remis en selle avec le report du texte sur les licenciements mais qui ne récupérera pas cette manif (comme celle du 21 avril) à son profit loin

de là. Les formations d'extrême gauche ne sont pas en reste dans la quête de légitimité. Pour beaucoup, c'est ce que l'on va décliner politiquement sur les questions sociales qui est l'enjeu. Positionnement oblige. En attendant, les salariés des boîtes ont la rogne tout autant envers les actionnaires que vers la gauche plurielle. À leurs yeux, les confédérations syndicales, ont le même traitement. L'absence massive de ce genre de manifestation n'est jamais un gage de sympathie.

La moiteur parisienne n'aura pas entamé le moral ni la détermination. Un retour marqué par le souci de faire plus, d'avoir un véritable débat sur l'intervention auprès des salariés, mais aussi par l'absolue nécessité de continuer peser pour changer les rapports sociaux. On a sorti les laguioles, tranché des dizaines de baguettes et étalé des tranches de jambon et levé nos canettes aux actions collectives.

Mais au fait, qui a gagné la finale de rugby? ■

Vaporetto



**21 millions** : c'est le nombre de travailleurs licenciés en Chine sans que cela donne lieu à d'important soulèvement « c'est un exploit considérable! » s'est félicité le ministre Li Ronrong en marge des travaux de l'assemblée nationale populaire. Il faut dire que la répression et l'utilisation à des fins de profit capitaliste de la dictature du prolétariat dans l'un des derniers pays dit socialiste, n'ont pas attendu le dernier avatar; la mondialisation pour presser et jeter la peau. Quelle que soit l'organisation politico-économique c'est toujours le même « pékin » qui trinque.

(*Courrier International*)

**1 million de francs** : c'est le cachet de Bill Clinton pour la conférence qu'il a donné à Oslo, le 12 mai 2001 devant un parterre de patrons et de politiques. En voilà un dont la retraite ne pose pas problème (C. I)

**4500 F** : c'est le prix des deux canines en titane implantées dans la gueule du berger allemand Apak. Comme lui, plusieurs centaines de chiens policiers sont équipées de la sorte aux États-Unis. Car comme le dit si bien Tim Ellis, policier de son état à Orlando, en Floride « avant qu'on les lui installe, il hésitait à mordre ». « Ses deux canines supérieures étaient abîmées et ça lui posait des problèmes dans son travail. Il fallait faire quelque chose pour préserver l'efficacité de sa morsure ». Qui paye l'implantation, la Sécu? (c'est son outil de travail, que diable), le chien? Son bon maître? (C. I)

**4 millions** : c'est le nombre d'enfants, en Angleterre, soit un sur trois, élevés par des parents dont le revenu est la moitié du salaire minimum. Ce qui n'a pas empêché la réélection du « socialiste » Blair. Mais Blair a du flair, il a promis d'appliquer son programme dès son second mandat

**157** : c'est le nombre de cliniques qui, dans le cadre de la Générale de Santé, seront cotées en bourse en septembre. Pour l'instant elles emploient 14000 salariés; combien en octobre?

**30000** : c'est le nombre de Juifs argentins partis s'installer en Israël ces dix dernières années. Salai Meridor, président de l'agence juive, mise sur les difficultés économiques de ce pays pour prédire le doublement du nombre d'immigrés dans les années à venir. Il faut dire qu'en Ukraine 40% des candidats au départ se sont dégonflés. Mais ce n'est que partie remise. La Palestine est toujours une terre promise. ■

Bibas

# Escale unique?



Tandis que les états-majors libéraux de droite et de gauche s'évertuent à tenter de rassembler leurs électeurs sur les concepts de démocratie de proximité ou de démocratie participative, l'exclusion sociale et culturelle perdure. Le fossé d'injustices s'aggrave encore davantage entre les possédants et les autres et la société du spectacle assoupit dangereusement les esprits à coups de loft story insipides...

Comment ne pas se sentir désemparés quand on se sent hors jeu électoralement et politiquement, quand on voit bien qu'en fait tous ces mirages de démocratie ne sont que vernis, apparences, récupération dans la forme d'idées et d'histoires que l'on a consciencieusement vidées de leurs contenus et surtout de leur sens! Comment faire comprendre que la démocratie directe se conjugue avec justice sociale, égalité en droits et n'a donc rien à voir avec ces ersatz de vie, où, dans « le meilleur » des cas, on te propose un strapontin dans les institutions pour te donner l'illusion que tu es pris en compte (et des milliers de gens avec toi), strapontin qui peut très vite se transformer en siège éjectable si tu restes porteur d'une révolte.

Seule la lutte (Danone, Lu, Moulinex, SNCF etc...) et les pratiques alternatives, malgré les limites et les contradictions qu'elles engendrent, peuvent peser politiquement et socialement... Désirs d'auto-

gestion, assemblées générales souveraines, solidarités y prennent leur source. Ainsi est née « Escale Unique » où sept compagnies professionnelles ont décidé, durant une quinzaine de jours, de s'associer, de mutualiser leurs compétences sur une opération commune d'action et de diffusion, confrontées comme beaucoup d'autres à la difficulté de trouver des lieux pour diffuser leurs créations à Toulouse (les structures de diffusion ouvertes aux troupes régionales manquent, les interdictions de jouer en plein air ou sous chapiteau pleuvent, les thés, très officiels, pratiquent la « sélection culturelle », élitiste et excluante).

Ainsi donc, des spectacles ont eu lieu dans la convivialité : accueil, restauration, débats sur la politique culturelle, prix accessibles à tous, nombreux échanges avec le public. Les créations se sont succédées sous chapiteau : tandis que les uns jouaient, les autres accueillaient, organisaient... Pas d'uniformisation tant les genres et les textes étaient marqués par leur diversité.

Tous ensemble pour préparer ces journées, installer le chapiteau, diffuser auprès du public et des médias une parole commune... L'événement fut à la hauteur de nos espérances du moment : une première expérience réussie et qui peut encore mieux faire ; la pratique autogestionnaire étant un processus et non une fin en soi. Reste aussi à enrichir politiquement les prochaines

aventures d'Escale Unique ; ne pas rester entre nous, y associer d'autres composantes, toucher encore davantage des publics qui ne demandent qu'à être partie prenante, la culture n'étant pas que l'affaire de professionnels.

Il est bien évident qu'il nous faut aussi solliciter les collectivités (Mairie, Conseil Général, Conseil Régional, État) non pas pour se faire instrumentaliser par ces institutions mais pour avoir accès à de l'argent public très souvent mal géré parce qu'utilisé au profit de quelques-unes. Si nous voulons une culture accessible à tous et si nous exigeons de vivre de nos métiers, nous ne pouvons nous contenter de cette première escale où l'autofinancement nous a juste permis de rentrer dans nos frais, sans pouvoir nous payer. De nouvelles luttes à mener pour nous permettre de ne plus être exploités et pour pouvoir aussi mener à bien d'autres projets culturels à vocation réellement démocratique, bien loin des effluves électoralistes récupératrices et nau-séabondes.

Une nouvelle escale décentralisée est prévue pour le printemps 2002. D'autres compagnies, d'autres associés nous ont rejoints. À nous de savoir grandir sans être dénaturés et sans renier ce qui a constitué le désir d'agir ensemble et solidairement. ■

Patrick

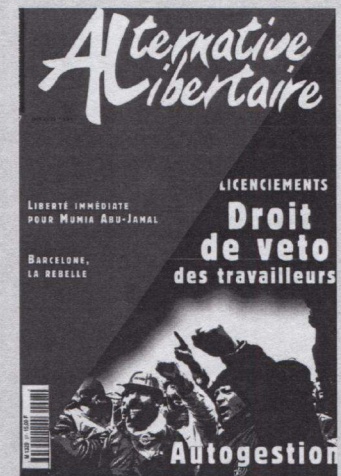
# Quand l'eau claire se trouble

Dix heures et demi, voilà près de six heures que l'on est debout, une seule envie vous taraude l'esprit : se poser. Dix heures et demi c'est aussi l'heure de pointe en salle de repos. Tout le monde est là : Les bouchers, le textile, les feuleus (fruits et légumes) et même des poissonniers. Ça braille sec du côté des bovins, la poissonaille, elle, se réchauffe les mains autour d'un café payé deux francs cinquante à cette saloperie de machine qui te bouffe les trois quarts du temps ta monnaie et qu'on te promet de changer depuis plus d'un an. Des bribes de conversations m'arrivent dans ma léthargie matutinale.

« Les soldes cette année sont plus intéressantes que celle de l'année dernière, il y a plus de choses sympa. Je crois que je vais venir faire un tour, comme en plus je n'ai plus rien à me mettre. » La femme qui a parlé, a la quarantaine sensible, celle des femmes qui ne veulent pas se voir vieillir, qui usent alors à outrance des fonds de teint, des brushings et autres artifices pour

séduire encore. Le rouge à lèvres cerise étalé sur les dents légèrement déchaussées, elle sourit béatement à sa collègue absente. Je rigole sans le vouloir, sans provocation aucune, fatigué, un peu exaspéré. Ne comprenant pas trop l'objet de mon sourire, elle m'interroge d'un regard perçant le double vitrage de ses lunettes. Sans attendre, je lui avoue mon peu de sympathie pour la grande messe des soldes mais encore plus grave, mon manque de volonté à redonner mon salaire à la grande surface qui m'emploie. Mais comment lui expliquer mon problème éthique sur la chose, comment lui faire sentir mon peu d'attachement à la grande famille qu'est le magasin ? L'entreprise s'avère ardue, du fait de sa moue consternée et de sa réponse acerbe : « C'est normal de faire travailler celui qui nous emploie tout de même, sans lui on ne serait pas là. ». Elle clôt par un : « de tout de façon, moi je fais toutes mes courses ici, c'est vraiment le plus pratique, en plus ce n'est pas si cher que ça ! ». Sournoisement je lui demande quels sont les avantages pécuniers que le simple employé de base peut trouver à faire s'engraisser un peu plus le bedonnant propriétaire de la glorieuse franchise bretonne. Qu'elle excuse trouvera-t-elle à la direction pour le gel depuis cinq ans de la prime de participation aux bénéfiques ? Lancée, cette adjointe de rayon, membre élu du comité d'entreprise, représentante élue sans étiquette du personnel, s'empresse de me lâcher venimeuse : « Il faut bien qu'on paye le magasin ! ». C'est vrai, le magasin voilà quelques années a été refait du sol au plafond dans l'optique conquérante de brasser encore plus de monde, de clients. Seulement moi, ça fait seulement un an et demi que je travaille ici, on ne m'a pas demandé mon avis sur quoi que ce soit il y a cinq ans ! ■

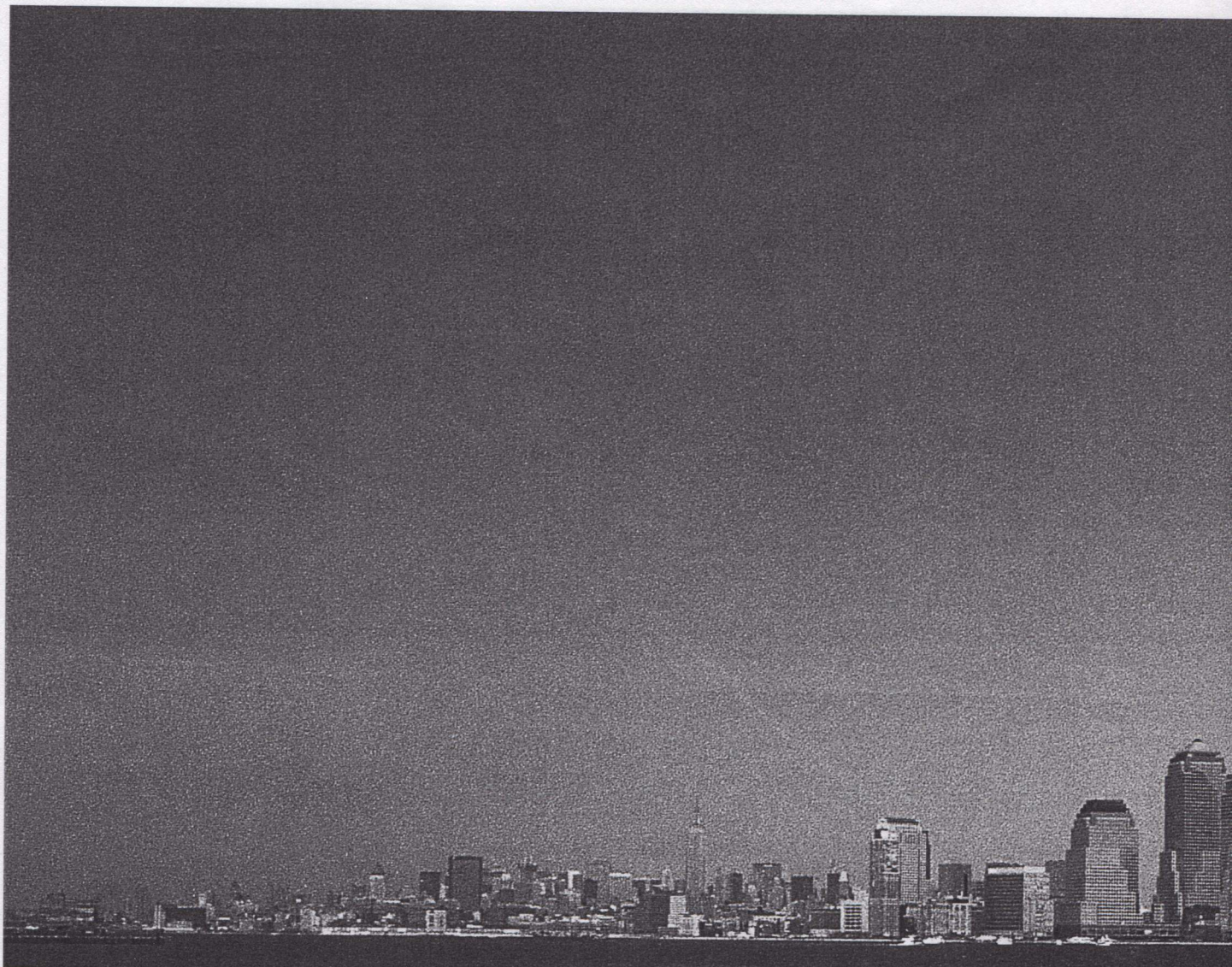
Arnaud



**A**lternative Libertaire se situe dans la continuité du mouvement libertaire ouvrier international dont nous reprenons les idées-forces sans rejeter les acquis positifs des autres courants. Nous luttons pour la redistribution des richesses, une égalité réelle entre hommes et femmes pour construire une société autogestionnaire sans État et sans classes basées sur une production motivée par les seuls besoins, le pluralisme et la démocratie directe. Pour mener ce combat, nous construisons une organisation révolutionnaire autogérée, implantée parmi les travailleur(se)s, dans la jeunesse et active dans les mouvements sociaux. Nous voulons contribuer à une renaissance du combat révolutionnaire et antiautoritaire de masse, une refondation du socialisme à l'horizon du XXI<sup>e</sup> siècle. Pour atteindre ce but, notre stratégie politique repose sur une dialectique entre deux niveaux d'expression et d'organisation distincts et complémentaires : l'organisation et le développement d'un nouveau courant libertaire « lutte de classe » et l'émergence d'un vaste mouvement anticapitaliste et autogestionnaire, où le nouveau courant libertaire s'intégrerait sans disparaître.

Lecteurs, lectrices du *Coquelicot*, vous pouvez vous abonner à *Alternative Libertaire*, BP 177, 75967 Paris Cédex 20, en libellant un chèque au nom de Agora 2000, (abonnement simple 90 F ou abonnement de soutien 140 F). Et depuis le 4 avril dans les Maisons de la presse. Au sommaire du n° 97 de juin 2001 : Barcelone la rebelle / mobilisations contre les licenciements / Contre-feux 2 de P. Bourdieu / grains de sable dans la Françafrique / les anars et le Sommet des Amériques / Mumia Abu-Jamal / la fête des 10 ans de l'AL. ■





Solo-Stat

Solo-Stat

Solo-Stat

A dense grid of text covering the lower half of the page, organized into vertical columns. The text is small and appears to be a list of names and dates, likely representing immigrants. The columns are separated by thin vertical lines. The text is too small to be legible in this scan, but it is organized into several distinct vertical sections.

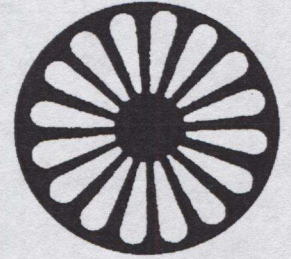
New York : le mur d'honneur de 200 m de long où sont inscrits les noms de plus de 500 000 personnes et familles d'immigran





# Samudaripen

## Le génocide du peuple tsigane <sup>1</sup>



**En romani, la langue du peuple rom, Samudaripen signifie littéralement « tout tuer, meurtre total »; d'où génocide; la majuscule indique « Le » génocide, celui de 1939-1945. Le texte qui suit est emprunté, pour l'essentiel, du livre de Claire Auzias, Samudaripen, le génocide des Tsiganes, L'Esprit frappeur.**

*« Le génocide, c'est une formule très brève, c'est quand on tue quelqu'un, non pas pour ce qu'il pense ou fait, mais pour ce qu'il est ».*  
Dans *Le Génocide des Tsiganes sous le régime nazi* de Miryam Novitch

Du XV<sup>e</sup> siècle à l'idéologie hitlérienne - union de la fausse conscience et du paroxysme de l'idéologie capitaliste - puis aux génocides, les relations entre notre civilisation et celle des Tsiganes ont presque toujours été empreintes d'hostilité; le rejet ou l'assimilation forcée caractérisent les deux politiques généralement suivies dans toute l'Europe, avant la tentative de liquidation de la période nazie : chasses organisées avec primes de capture, esclavage <sup>2</sup>, fouet, oreilles coupées, pendaison, galères, fusillade, marquage au fer, enchaînement, obligation d'avoir un métier, un maître, de travailler la terre et d'être scolarisé, interdiction du mode de vie tsigane, interdiction de chevaux, foires et marchés, interdiction du nom, du vêtement, de la musique et de la langue tsigane, rafles, bannissements et déportations, recensements puis obligation de quitter le pays ou d'être domicilié dans une localité de



plus de deux cents habitants, triage des bons et mauvais par enquêtes et témoignages, fichage anthropologique et policier... La mémoire ne peut-être que profondément marquée par ces sévices assumés durant des siècles, prémices du pire.

L'opposition des Tsiganes face au « gadjo » (le non-tsigane, le paysan, le sédentaire) et le rejet par ce dernier du Tsigane et de son mode d'être déterminent leur originalité; ainsi les deux mondes sont antagonistes.

### Le processus du génocide en Allemagne

Entre 1938 et 1945, des centaines de milliers de Tsiganes ont été exterminés par les nazis, leurs alliés, les États collaborateurs, et même par des populations civiles; cette extermination a obéi aux lois du III<sup>e</sup> Reich et à celles dites « mineures » du national populisme, comme en France vichyste par exemple.

En mars 1933, le premier camp de concentration s'ouvre à Dachau; les mesures juridiques antijuives et antitsiganes viennent d'apparaître; les Tsiganes sont privés de leur citoyenneté puis déclarés asociaux et criminels; le 2 novembre 1933, la stérilisation des « asociaux » commence; en 1934, la loi « contre les criminels irrécupérables et dangereux » les expose à une expertise juridique et policière de type anthropologique.

En septembre 1935, les lois de Nuremberg dites « sur l'organisation », hiérarchisent les personnes et les Tsiganes deviennent « criminels irrécupérables ». Le 14 septembre 1935 est votée la loi définissant une nouvelle citoyenneté : devient criminel quiconque n'est pas conforme aux normes de la pureté de la race. Le 10 février 1936, la loi donne les pleins pouvoirs à la police; la lutte contre les Tsiganes est centralisée.

Le 18 décembre 1938, Himmler ordonne « la répression contre le fléau tsigane »;

la stérilisation est légalisée et les dirige vers les camps de concentration; les premières rafles s'effectuent. Le 27 avril 1940 la déportation commence pour 2500 d'entre eux et en 1941 tous les Tsiganes vivant en Allemagne sont répertoriés. À l'été 1942, ils sont assimilés aux Juifs par pur pragmatisme, et le 16 décembre Himmler ordonne la déportation généralisée des Tsiganes. L'année suivante voit la mise en application, et le 26 février 1943 le premier convoi de Sintes et de Roms arrive à Auschwitz. Dès lors, chaque convoi recèle un ou plusieurs wagons de Tsiganes, comme ont pu en témoigner les rescapés des camps.

Dans la nuit du 3 août 1944, tous les Roms rassemblés au Familienlager d'Auschwitz furent menés aux chambres à gaz. Dans la panoplie des sommets de l'horreur - ceci aussi est gravé dans leur mémoire - les Roms ne furent pas exempts des expériences de Mengele et des sbires de l'Institut d'hygiène raciale.

### Variantes et répliques du génocide

Au Danemark et en Bulgarie, ni les Juifs ni les Tsiganes ne furent livrés aux nazis; cependant la Bulgarie, alliée formelle du III<sup>e</sup> Reich, promulgua des mesures ségrégatives : travaux forcés, camps de concentration, etc. Ce n'est pas de l'État que vint la résistance bulgare au nazisme, mais d'une tradition libertaire commune aux intellectuels de gauche et de droite (alimentée par les soulèvements de soldats en 1918, de travailleurs révolutionnaires anarchistes et communistes en 1923, des maquisards anarchistes) et les nombreuses coopératives de paysans pauvres qui ont limité l'envergure de la répression contre les Juifs, mais plus encore contre les Roms qui ne bénéficiaient pas d'une campagne de soutien diplomatique de la part des alliés, à l'extérieur du pays.



Le site nommé Stanke Dimitrov, camp de concentration de Juifs en Bulgarie, détenait également des Roms ; c'est ainsi que le groupe dit des Zhutanes, les « Roms juifs », se forma, dont la grande majorité émigrera en Israël.

En Roumanie, État national légionnaire puis dictature militaire de 1940 à 1944, il est difficile d'attribuer le génocide des Roms aux nazis allemands ; ce sont les autorités roumaines - le gouvernement du général Ion Antonescu (appelé par le roi), comprenait des membres de la Garde de fer, mouvement pro nazi dont furent proches Ionesco, Mircea Eliade et Cioran - qui déportèrent les Roms de l'autre côté du Dniestr (Transnistrie) où plusieurs dizaines de milliers d'entre eux périrent.

En Croatie, le régime d'Ante Pavelic est réputé avoir été aussi sanguinaire que le régime nazi. Le nombre de 30 000 Roms exterminés au camp de Jasenovac était officiel dans la Yougoslavie de Tito.

### La France de Vichy

Le régime vichyste interna les Tsiganes dans des camps locaux où, en raison de conditions drastriques où les détenus manquaient de tout, ils furent voués à périr de malnutrition, sévices, épuisement, maladies, tortures morales, et ensuite les déportés sporadiquement vers les camps de la mort. Il ne s'agit pas d'ergoter pour savoir combien de Roms furent déportés puis gazés à Auschwitz, mais d'envisager la forme spécifiquement française de réponse à cette civilisation intérieure, et comment dirigeants et population collaboratrice tentèrent de l'éradiquer du paysage national.

La collaboration n'a pas été une exigence de l'Allemagne<sup>3</sup> mais une proposition de la France. Pour les Tsiganes comme pour les Juifs, la France vichyste, rurale et nationale populiste, n'eut pas besoin de se calquer sur le modèle nazi ; son fascisme est autochtone ; sa haine xénophobe puis assas-

sine est issue de l'idéologie française antérieure, raciste et préfasciste.

Sous les lois pétainistes le travail est corporatiste, la famille est catholique et la patrie en danger ; l'ennemi extérieur autorise à éliminer l'ennemi intérieur, et un aspect de cette politique est primordial, proche de la persécution faite aux

Tsiganes par ce régime : l'antisémitisme ; les ligues fascistes françaises sont à l'œuvre, les militants politiques sont assignés à résidence, les antifascistes italiens rendus à Mussolini, les anarchistes et les républicains espagnols maintenus - et les Tsiganes internés - dans des camps, les antinazis allemands et les Juifs sont livrés à l'occupant, les internés des hôpitaux psychiatriques affamés dans une stratégie eugéniste, les exactions nazies sont couvertes et encouragées, la délation généralisée.

La loi de 1912, abolie en 1969, impose à tous les Tsiganes d'avoir le carnet anthropométrique. C'est un fichage policier établi sur des critères physiques définis par des « anthropologues » ; c'est elle qui permet de les interner, dès le 4 octobre 1940, le nomadisme ayant été interdit et « la majorité de la population demandant aux étrangers de s'assimiler » ; au cours de cette année fatale les mesures policières contre les Tsiganes allèrent crescendo, et les gouvernements français n'attendirent pas d'ordres allemands pour ce faire : les camps ont été créés le 12 novembre 1938 contre les étrangers résidant en France.

En 1942 le camp de Saliers<sup>4</sup> est édifié ; c'est la forme la plus « moderne » de déportation des Tsiganes sur le territoire vichyste : le mensonge sur les buts de la déportation, le maquillage en lieu d'agrément pour les détenus, la fausse propagande extérieure et la mystification ; tout cela eut lieu à plus grande échelle ailleurs, en plus cynique. Outre déporter, surveiller et punir les Tsiganes, il s'agissait ici de les rééduquer, de les acculturer en les disciplinant ; plus de nomadisme, plus d'oisiveté. Ce qui démontre l'implication de l'administration française dans les arrestations des Tsiganes de Saliers, c'est qu'elles ont eu lieu uniquement dans des départements situés en zone libre, mise à part la Haute-Saône : Savoie, Lozère, Haute-Garonne, Ariège, etc cinquante-sept départements au total ont

praticqué l'internement des « nomades » ; ils obéissaient aux ordres de leur administration légitime, dirent-ils, avec ou sans zèle.

On peut lire cent quarante-cinq noms de Tsiganes français, dont soixante-quatorze femmes et soixante et onze hommes dans le Memorial Book of the Gypsies at Auschwitz-Birkenau : ce sont ceux qui furent déportés de Belgique, par le convoi dit de Malines, le 15 janvier 1944. Ces cent quarante-cinq noms représentent à l'heure actuelle les seuls citoyens français du peuple rom reconnus officiellement comme ayant été anéantis à Auschwitz-Birkenau. ■

Bilgert Traquenard

*« Et le présent contient à la fois le passé, révolu, et le futur, qui sera bien assez tôt, sans qu'il soit besoin de l'imaginer. L'importance du moment présent permet d'oublier et de ne pas prévoir, de laisser derrière soi en se déplaçant les difficultés créées par d'autres, de plier sans rompre devant des obligations arbitraires. Il découle de cette notion du temps et de l'espace une souplesse et une adaptabilité qui ont permis aux populations tsiganes de vivre, pendant des siècles, immergées et éparpillées dans des populations hostiles, en développant les éléments d'une culture originale ».*

in J.-P. Liégeois, *Tsiganes*, Maspéro/La Découverte, 1989

Pour en savoir plus sur le génocide et la civilisation tsiganes :

- de Claire Auzias : *La Compagnie des Roms, récit de voyage parmi les livres, les bidonvilles et les êtres humains*. Atelier de création libertaire.
- *Les Tsiganes, ou le destin sauvage des Roms de l'Est*. Michalon.
- *Les Poètes de grand chemin, voyage avec les Roms des Balkans*. Michalon.
- de J.-P. Liégeois : *De la Science raciale aux camps, les Tsiganes dans la seconde guerre mondiale*. Centre de recherches tsiganes.

Notes :

1 Les Roms sont diversement appelés et se dénomment eux-mêmes Tsiganes, Gitans, Sintés, Manouches, etc. ; en 1971, date du premier congrès mondial tsigane, tous les délégués des quatorze pays participants ont adopté le terme de Rom.

2 « *Chez les fils et héritiers du Serdar Nicolai Nica de Bucarest, à vendre : 200 familles tsiganes. Les hommes sont principalement des serruriers, orfèvres, bottiers, musiciens et paysans. On ne vend pas moins de cinq familles en une fois. Facilités de paiement.* » Annonce passée dans le journal *Luna* en 1845.

3 « *À Berlin, diplomates et militaires se moquent comme d'une guigne des affaires intérieures françaises, du moment que l'ordre est maintenu et que les richesses françaises coulent à flot en Allemagne.* » Robert Paxton, *La France de Vichy*, Le Seuil.

4 En Camargue ; c'est à partir de ce camp de concentration que Vichy aurait envisagé la déportation des Roms vers les camps de la mort de l'Est.

# L'anarcho-syndicalisme du XXI<sup>e</sup> siècle



**Du 8 au 9 avril dernier s'est tenu le XIV<sup>e</sup> congrès confédéral de la Confederation general del Trabajo (CGT) à Valladolid (Castilla y Leon). Il a affirmé sa volonté de fédérer les résistances, confirmé l'hégémonie des libertaires en son sein et a débouché sur un profond renouvellement de ses instances nationales.**

entreprises (sans-papiers, environnement...) En dépit du consensus politique entre le Parti populaire et le Parti socialiste et du syndicalisme de paix sociale cher à l'UGT et aux CC-OO, l'Espagne connaît nombre de luttes sectorielles. À la RENFE, dont le ministre des transports et de l'équipement, Francisco Alvarez Casco a annoncé en août dernier qu'il souhaitait voir les effectifs baisser de plusieurs dizaines de milliers d'ici 2005. Dans le secteur des télécommunications, à la Telefonica (équivalent de France Télécom), chez Airtel (opérateur du téléphone mobile) qui emploient un nombre massif de jeunes sous contrats précaires. Dans tous ces secteurs la CGT est en pointe pour défendre l'emploi, les hausses de salaires et les conditions de travail. Ces dernières semaines ont été dominées par les grèves de la faim et actions d'occupation souvent victorieuses des sans-papiers pour leur régularisation. Enfin c'est sans doute avec son plan hydrologique qui doit se traduire par la construction de nouveaux barrages, l'augmentation du rendement de ceux qui existent déjà et la destruction de plusieurs villages que le gouvernement d'Aznar rencontre la plus grande opposition. Deux

manifestations l'une en octobre à Saragosse, l'autre en mars à Madrid ont rassemblé chacune 200 000 personnes pour rejeter le plan gouvernemental et proposer un contre-plan hydrologique.

## Fédérer la contestation sociale

Les congressistes au nombre de 900 ont donc débattu durant quatre jours de l'orientation de la CGT pour les trois années à venir à partir d'un document intitulé « Lutter au présent pour avoir un avenir. L'anarcho-syndicalisme pour le nouveau millénaire ». De nombreux(les) invité(s) ont assisté aux travaux du congrès parmi lesquels la SAC (Suède), la CNT française, SUD-Rail, Sud-Éducation, Sud-PTT, Unicobas, (Italie), la Federação anarquista gaucha (Brésil), la Federación anarquista uruguaya (FAU). Alternative Libertaire a envoyé un message de soutien aux congressistes. Pas de grande innovation sur le plan revendicatif. La CGT entend être très offensive pour combattre le développement du travail temporaire, la libéralisation des services publics et obtenir la semaine des 35 heures sans réduction de salaire et embauche correspondante. Son implantation, sa construction confèrent à la

Le XIV<sup>e</sup> congrès de la CGT s'est déroulé dans un contexte marqué par l'affrontement entre le gouvernement Aznar et l'ETA, mais aussi par la réforme des retraites sous l'impulsion du patronat et des Commissions ouvrières et la loi scélérate sur le marché du travail qui devrait se traduire par une baisse de l'indemnisation des chômeurs(les) en échange d'une hypothétique hausse des contrats à durée indéterminée. Il faut aussi signaler la politique de privatisation et de libéralisation du gouvernement Aznar (privatisation de la compagnie de transport aérien Iberia, programmation de la privatisation des chemins de fer RENFE d'ici 2005...). Le syndicalisme est dominé par les deux confédérations syndicales d'orientation libérale et proche du parti socialiste : les Commissions ouvrières (CC-OO, proches du parti communiste jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989) et l'Union Générale Du Travail (UGT) qui depuis bien des années signent tout ce qui leur passe entre les mains et légitimement auprès des salarié(s) les politiques patronale et gouvernementale. Elles revendiquent chacune environ un million d'affilié(e)s. La CGT (anarcho-syndicaliste) est la troisième force syndicale du pays. Elle compte 50 000 affilié(e)s, est implantée dans pratiquement tous les secteurs d'activités et pèse fortement dans les luttes de plusieurs secteurs (RENFE, Telefonica, La Poste, la métallurgie, les banques...), mais aussi dans les luttes hors





CGT un rôle de fédératrice de la contestation sociale dans et hors des entreprises. Le congrès a par ailleurs démontré que l'identité anarcho-syndicaliste reste prédominante dans la centrale syndicale. La question de la démocratie dans l'organisation a fait l'objet de débats à l'initiative d'une partie des syndicats de la CGT de Catalogne. Ceux-ci posent le problème d'une participation insuffisante des adhérent(e)s aux assemblées syndicales et donc aux décisions prises par l'organisation, mais aussi d'un manque de renouvellement des instances, et demandent à l'organisation de se pencher prioritairement sur ces problèmes afin de pouvoir lutter contre la bureaucratisation que ce type d'attitude passive génère. Autre souci, certains syndicats d'Andalousie souhaitent syndiquer les gardiens de prison, ce qui est incompatible tant avec l'orientation et l'éthique libertaire de la CGT qu'avec ses statuts. Cette proposition a été heureusement largement rejetée par les délégué(e)s.

Le congrès a permis à la CGT de se doter des outils indispensables à ses ambitions. Les délégué(e)s ont voté pour la création d'un secrétariat jeunes (instance qui avait été rejetée par les précédents congrès), ainsi que celle d'un véritable secrétariat international, tâche qui était jusque-là assumée par le secrétariat permanent déjà débordé par d'autres responsabilités. Sur ce dernier point le congrès a validé une orientation qui va

permettre à la CGT de s'impliquer et d'œuvrer d'avantage pour le rassemblement du syndicalisme de lutte et de transformation sociale à l'échelle internationale. De même le congrès a accueilli favorablement, la création du réseau Solidarité Internationale Libertaire (SIL) qui a fait l'objet d'un rapport enthousiaste du nouveau responsable du secrétariat international Chris Robinson. S'il n'y pas eu de véritable affrontement sur l'orientation, les débats sur le fonctionnement des instances du syndicat ont été beaucoup plus tendus et ont fait l'objet d'explications assez rudes entre les militant(e)s libertaires de la CGT. Ainsi dans le « rapport de gestion » (équivalent du rapport d'activité) du secrétariat permanent qui se vote poste par poste, ceux du secrétaire général, du secrétaire à l'organisation et du coordinateur de Ruesta n'ont pas recueilli une majorité de voix (ni en mandats, ni en nombre de syndicats.)

### Un désir de renouvellement

Deux équipes étaient en concurrence pour l'élection du secrétariat permanent. L'équipe sortante avec à sa tête le secrétaire général de la CGT Jose-Maria Olaizola, qui après avoir défendu son bilan et avoir estimé qu'elle était la plus capable de mettre en œuvre les décisions du congrès, décidait finalement de ne pas se présenter aux suffrages des militant(e)s ébranlée quelle était

par le camouflet qu'elle venait de recevoir sur le rapport de gestion. Un dur revers qui ne nous fera pas oublier pour autant que c'est sous l'impulsion de ces camarades et notamment Jose-Maria Olaizola (secrétaire général depuis le congrès de 1989) que la CGT est devenue ce qu'elle est. Ils/elles ont en effet joué un rôle important dans la reconstruction de l'anarcho-syndicalisme après la scission de la CNT en 1979, mais aussi pour ouvrir leur organisation sur d'autres secteurs du syndicalisme de lutte de classe en Espagne comme à l'échelle internationale. C'est donc un secrétariat permanent très rajeuni et presque entièrement renouvelé qui représentera la CGT. Eladio Villanueva secrétaire à l'action syndicale sortant, et ancien secrétaire de la fédération des cheminots devient le nouveau secrétaire général. Une majorité de militant(e)s a sans doute désiré une rotation des responsabilités, une véritable relève militante ainsi qu'un rajeunissement (l'équipe sortante qui se représentait était composée de camarades cinquantenaires). Toutefois en ce qui concerne les rapports avec les autres organisations syndicales à l'échelle internationale elle pourrait rééquilibrer différemment les relations selon les organisations et leur réelle capacité à agir. ■

Christian et Laurent Esquerre.  
*Alternative Libertaire* n° 96 mai 2001

# Joute poétique

**Avec le groupe musical dans lequel je chante tous les mardis : « The Grup of ze Ten », j'ai écrit ce texte : « Si tu veux que je parle ». C'est écrit au fur et à mesure, pendant la répétition et, en partant, j'ai oublié de l'effacer. Nous jouons dans un local syndical. La semaine suivante, sur le tableau il y avait un autre texte, anonyme et contradictoire. À vous de juger et d'y rajouter votre grain de sel. D'ailleurs Ravachefolle ne s'en est pas privé...  
Caillou**

## Premier texte, du Grup of ze ten

Si tu veux que je parle  
faudra me l'faire savoir.  
Tu veux causer à l'aise  
alors ce sera dans l'noir.  
J'ai trop peur des silences  
quand il y a d'la lumière.  
Je n'aime pas les consciences  
quand elles sont trop claires.

À force de crier  
des slogans bien trop purs  
nous n'pouvons plus rêver  
de la complexité  
et les bons, les méchants,  
noir et blanc sur les murs  
construisent des avenir  
plein de rigidité.

Mais si tu veux m'entendre  
tais toi de temps en temps.  
Mes idées sont en cendres  
quand tu causes trop longtemps.  
J'ai des envies de sable  
à te voir militant  
autour des mêmes tables  
que tes arrières parents.

## Deuxième texte, anonyme :

Parce que le monde est fou  
qu'il marche sur la tête  
faudrait que je sois flou  
que j'ai pas d'idées nettes.  
Faudrait que ma conscience  
enfin ne soit pas claire  
faudrait qu'sur leurs silences  
j'éteigne la lumière.

Plus de bons, de méchants,  
tous pourris ou impurs

et l'on effacera  
toute trace de nos murs  
pour s'abîmer enfin  
dans la complexité  
et fuir réalité  
plus que rigidité.

Si j'ai envie de sable  
je pourrais l'assouvir  
et ne pas trop creuser  
pour pas voir revenir  
les pavés sur lesquels  
nos ancêtres ont... (dansé)?

## Troisième texte de Ravachefolle :

Y'a plus à s'faire de bile  
On voit plus d'blanc plus d'noir  
Que des gris difficiles  
T'es plus sûr de savoir  
Voir gris clair ou foncé  
T'as éteint la lumière  
Te v'là bien avancé  
T'es tout près du cim'tière.

Plus d'méchants plus d'misère  
Plus d'slogans sur les murs  
Mêm' sur ceux du cim'tière  
Plus de cris ni murmures  
Tu t'es trop excité  
Depuis trop longtemps  
Et parc'que tu te tais  
Tu t'crois intelligent.

Tu peux toujours t'étendre  
Sur de doux lits de sable  
Ne pas vouloir entendre  
Le chahut à ta table  
Des espoirs désertés  
D'un monde qui déchanse,  
Pourras-tu accepter  
Les lendemains qui fientent ?

## LETTRÉ OUVERTE À PINOCHET

Marc Antonio de la Parra. Le serpent à Plumes. 1998. 139 p. 49 francs.

Dramaturge et psychiatre chilien, a déjà écrit de nombreuses pièces : *King Kong Palace* (1994), *La secrète obscénité de tous les jours* (1998). En 1998, encore, il rompt le silence qui pèse sur la société chilienne contemporaine, en rédigeant *Lettre Ouverte à Pinochet* - Monologue de la classe chilienne avec son père -. (*Carta abierta a Pinochet*).

Le 11 mars 1998, Pinochet prête serment afin de s'instituer sénateur à vie. Le même jour, l'écrivain Adolfo Couve se suicide à Carthagène. Pour Marco Antonio de la Parra il n'est plus possible de passer sous silence les conséquences de dix-sept années de dictature militaire chilienne. Par le biais d'une écriture à la précision implacable, Marco Antonio de la Parra exorcise, au fil du récit, sa peur qui explique la lâcheté, la passivité, la paranoïa qui a habité toute une frange de la population au cours du régime de Pinochet. Véritable pavé dans la mémoire collective chilienne, *la Lettre ouverte à Pinochet* brise le tabou. Cet ouvrage est de ceux qui redonnent toutes leurs forces aux mots puisqu'il symbolise le changement de mentalité qui s'opère au Chili aujourd'hui. Changement qui ne mettra peut-être pas les coupables à leur vraie place, derrière des barreaux, mais qui permettra à tout un peuple de s'exprimer afin de reconnaître le passé et de s'inventer un futur véritablement démocratique. ■

Bugis



LOS BOYS de Junot Diaz  
collection 10/18, 169 pages,  
septembre 2000



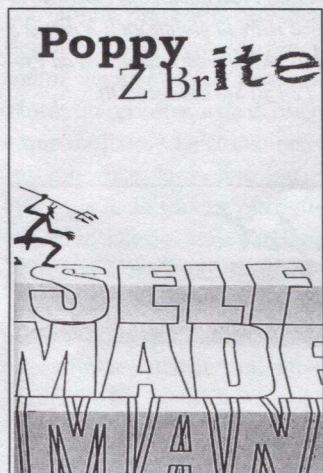
Ce recueil de nouvelles écrit par un jeune auteur de Saint-Domingue, se compose d'une dizaine de vignettes où s'enchaîne chronologiquement la vie quotidienne d'un gamin pauvre et oublié par son père

émigré aux Etats-Unis. Il s'en dégage une atmosphère animée quoique suintante de misère, un ton singulier et une langue riche, vivante et parlée où se mêle l'anglais à l'argot hispano-dominicain : c'est la vie dans les rues avec les copains, les petits boulots, la recherche d'herbe pour fumer en fin de semaine dans les barrios de Saint-Domingue.

« J'ai vécu sans père les neuf premières années de mon existence. Il était aux States, pour travailler, et je ne le connaissais qu'à travers les photographies que ma mère conservait sous son lit dans une poche à sandwich en plastique. Comme notre toit en zinc fuyait, presque tout ce que nous possédions était taché par l'eau : nos habits, la bible de Mami, son maquillage, ce que nous avions de nourriture, les outils d'Abuelo, même notre pauvre mobilier en bois. Ce n'est que grâce à cette poche en plastique qu'il subsistait la moindre photo de mon père. » ■

SELF MADE MAN de Poppy Z Brite  
Editions Au diable vauvert, 249 pages,  
décembre 2000, 75 francs.

Dans le registre fantastique, mâtiné d'horreur en effluves gothiques et rock'n'rol-



lesques, Poppy Z. Brite, née en 1967, impressionnante par son style très écrit que par une dimension réellément

novatrice de la littérature de terreur. Ces douze nouvelles sont hantées par les enfants de la nuit et les exclus du rêve américain.

« La nuit descendait sur le Gabon. La brousse ténébreuse suivait les rivages de la petite ville côtière et s'étendait jusqu'aux lointaines collines d'Afrique de l'Ouest. Cobb n'avait jamais rien vu d'aussi sombre. En se rapprochant de la brousse, de nuit, on distinguait au loin une kyrielle de petits feux dont les flammes, plus faibles que des briquets dans un stade obscur, accentuaient la noirceur au lieu de la combattre. Ces foyers n'étaient pas dus aux braconniers (il n'y avait plus le moindre gibier dans les environs), mais aux cavaliers nomades qui entraient ou sortaient de la ville.

Comme presque tous les soirs, Cobb était assis au zinc. Il sirotait une bière africaine que le réfrigérateur du bar avait à peine rafraîchi. Cela ne dérangeait pas cet homme qui fut anglais autrefois. Aujourd'hui, il était citoyen du monde. De nulle part au monde. »

Cet extrait est issu de la nouvelle « résurrection » en référence à la peinture d'Alan M. Clark. ■

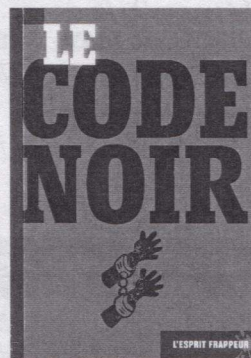
Anges

LE CODE NOIR  
Éditions

« L'esprit frappeur » 10 F  
On aurait dû lui couper la tête au roi Louis quatorzième du nom ! En 1685, cet empéruqué édictait une réglementation

stricte dans la pratique de l'esclavage dans les possessions françaises qui constitue un document accablant envers ce beau pays des droits de l'homme qu'est l'hexagone. Tout y était codifié, administrativement complet dans la gestion d'êtres humains relégués au rang de « matière première ». On en a froid dans le dos ! Document lourd de sens dans l'organisation rationnelle amenant l'esclave à la perte totale de tous statuts (social, administratif, juridique), ce Code Noir revu en 1724, donne tout son sens à la lutte contre toutes les discriminations. Et ce ne seront pas quelques manifestations officielles lors des cérémonies de l'abolition (plus que tardives) de l'esclavage qui va redorer le blason de la bonne bourgeoisie franchouillarde !

La lutte continue ! ■



Vaporetto

Pentecôte

La fête avait été trop gaie. Il fallait bien une ombre au tableau, puisque même le soleil cognait comme en été. Quand quelqu'un avait annoncé à Henri qu'il avait une roue à plat, la veille au soir, on n'avait pas compris tout de suite. Mais vers les onze heures du matin, le regard embrumé, on fit les comptes : quatre pneus crevés. Un jour férié, ça faisait mal. Autour du café et de la baguette, les discussions allaient bon train. Et d'abord, c'était quoi ce village ? D'accord, les copains, hier au soir, on les entendait jusqu'au canal, et l'église résonnait plus fort de leurs accords que de la messe de Pentecôte. Qui avait pu faire ça ? Un mauvais coucheur ? Une bande de jeunots déçus fêtant la descente de l'esprit saint dans leurs canettes de bière ? J'étais mal. À nouveau, la sensation désagréable que le moindre moment de bonheur doit toujours être payé au prix fort ! Et pourquoi il était mort, l'autre, sur sa croix, si c'est pour que ça continue, qu'on soit jamais complètement heureux ? La tristesse me rendait mystique. Pour sortir de ma déprime, j'accompagnai Fanny chez les flics. Pour eux, c'était des jeunes, on les connaissait, on les avait même serrés, bon, vous savez ce que c'est... La thèse anti-jeune me laissait rêveur. Les flics, j'ai toujours du mal à les croire. Ce serait trop long à expliquer, mais j'ai jamais vraiment pu leur faire confiance. J'optai pour la thèse de la mamie du bout de la rue. Pour elle c'était un type du village, un abruti, c'était pas la première fois que.

Le pire, c'est quand on est revenu de chez les flics et que Fanny a trouvé un manche sur le pare-brise de sa bagnole, montée sur cale en attendant d'hériter d'un pneu neuf. Une paire de boules que ça lui a fichue, à Fanny, elle en est devenue aphone. Elle a parlé de rentrer chez elle. J'étais effondré. Son copain Max lui a demandé un peu de temps. C'est alors que j'ai eu un de ces sursauts de colère qui vous font déplacer les montagnes. J'ai brandi deux bouteilles de Saint-Emilion poussiéreuses que des copains avaient apportées. Le visage de Fanny est devenu lumineux, malgré la nuit qui tendait sa toile. Elle a glissé la bouteille entre ses seins, pour la chamberer. Max en est resté tout rêveur. Le bruit des bouteilles qu'on débouche a redonné à chacun le pouvoir de faire tourner les verres. Le rire de Fanny résonnait dans la cour, j'étais aux anges. C'était presque le paradis.

Valmat

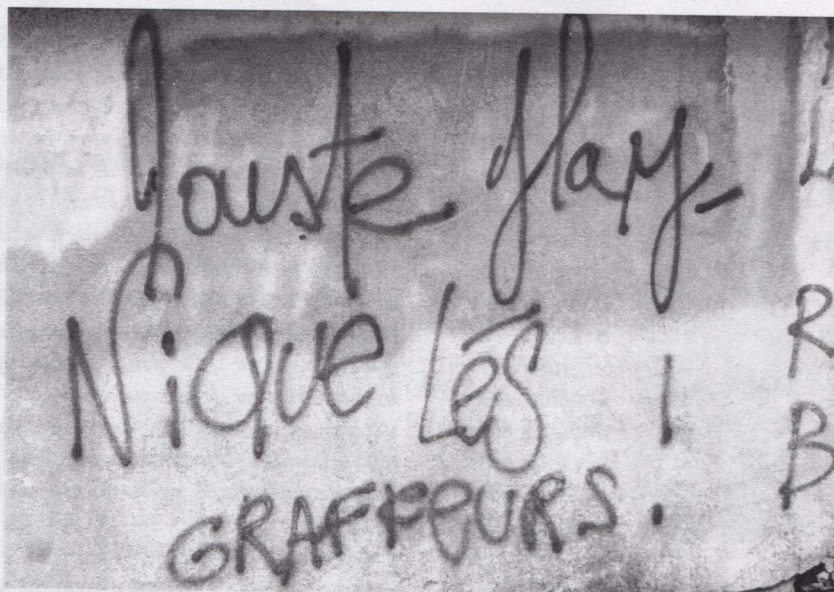
# GÉGÈNE AUX ENTOURNURES

Le propre du militaire, a écrit quelque part Boris Vian, est le sale du civil. Un criminel de guerre, s'agissant d'un militaire, c'est un pléonasme, c'est-à-dire un professionnel compétent exerçant son métier. Sans doute les tribunaux internationaux, pour des raisons que tout le monde comprend, réserve l'appellation aux seuls professionnels vaincus? et aux amateurs zélés. Mais la dénonciation des crimes de guerre devrait être réservée aux antimilitaristes radicaux. Ceux qui pensent qu'il existe une manière correcte, j'allais écrire civile, de massacrer et opprimer n'ont rien à dire sur la question. Je ne supporte plus la surprise et l'indignation des états-majors militaires et politiques. Ça ne rendra pas Aussaresses plus sympathique, mais pourquoi ceux, civils et militaires, qui avaient connaissance de ses états de service, et l'ont promu successivement commandant, colonel puis général le trouvent-ils soudain nauséabond? De quoi parlaient-ils au mess? Et de quoi parle t-on dans les couloirs des rédactions, des ministères, et du parlement? Personne n'avait rien su, rien lu, rien entendu? Vraiment? La gégène, la baignoire, les corvées de bois? Audin, Alleg, Guy Mollet, Mitterrand, Massu, Debré? Quelle surprise! Un scoop, vraiment! ■

Ravachefolle



## LES MURS EN PARLENT



### SOMMAIRE

#### BOUES DU CON

Collectif contre le plan Ginestous . . . . . 2 et 3

#### GAUCHE PLUS RIEN

Seillière, Jospin, même turbin . . . . . 4 et 5

Des chiffres et des maux . . . . . 5

#### LA SEPTIÈME COMPAGNIE

Escale unique? . . . . . 6

Le pays qu'on forme . . . . . 6

#### ÉDOUARD M'A TUER

Quand l'eau claire se trouble . . . . . 7

#### LA CENTRALE

New York vu par Marie-Lise . . . . . 8 et 9

#### ROMS, VIES OUVERTES

Le génocide du peuple tsigane . . . . . 10 et 11

#### TAPAS Y CÉRHÉTÉ

L'anarcho-syndicalisme . . . . . 12 et 13

#### ZE GROUIZ OF ZE TEN

Joute poétique . . . . . 14

#### ET J'AI CRIÉ À LIRE...

Lettre ouverte à Pinochet . . . . . 14

#### ... POUR QU'ELLE REVIENT

Junot Diaz, Poppy Z Brite . . . . . 15

Le Code noir . . . . . 15

#### LIBER... TERRE

Pentecôte . . . . . 15

### POT DE VIN ET COPINAGE

Pétition du Comité pour la démocratie et la citoyenneté en Aveyron : Nous sommes nombreux à être profondément choqués par l'attitude du Conseil Général de l'Aveyron, lequel a déposé une plainte en diffamation à l'encontre d'Andréa Goumont, ancienne première adjointe de Ste-Eulalie-d'Olt, en raison d'un « rapport qui a fait l'objet d'une diffusion auprès de la Cour Régionale des Comptes, de la presse et des instances européennes ». Ce dossier pose des questions quant à l'opportunité de la gestion de 100 millions de francs versés par EDF au Conseil Général. Nous considérons, en effet, que cette façon de procéder est une atteinte au droit d'information et d'expression dont bénéficie chaque citoyen, contraire aux règles démocratiques et malheureusement l'expression même d'un mépris de la transparence qui devrait présider à la gestion publique. Nous demandons : que toute la clarté soit faite sur l'utilisation des fonds publics et que le Conseil Général retire la plainte qu'il a déposée à l'encontre d'Andréa Goumont. La pétition sera envoyée au Président Jean Puech et pour information au Procureur de la République. À retourner à Anne-Marie Renard, le Bourg, 12 130 Ste-Eulalie-d'Olt.

Directeur de publication : Patrick Leclerc  
 Equipe de rédaction : Amapola, Marc Bernard, Juanito Marcos, Patrick Leclerc, Robert Venezia.  
 Prix du numéro : 15 F Abonnement : 5 numéros : 75 F  
 Abonnement de soutien : 150 F  
 Boîte postale : 4078 - 31029 Toulouse CEDEX 4  
 Email : lecoquelicot@yahoo.fr  
 Commission paritaire : 760/95 Imprimerie spéciale - Le Coquelicot  
 Ont été mis à contribution pour ce numéro :  
 Angès, Arnaud, Bibas, Bugis, Caillou, L. Esquerre, Myriam, Patrick, B. Traquenard, Ravachefolle, Valmat, Vaporetto, dessin de P. Rouault et photos de Marie-Lise Cazes et Didier Labertrandie.

Je désire souscrire un abonnement :

- pour 5 numéros : 75 F

- soutien : 150 F

*le coquelicot*

Boîte postale : 4078 31029 Toulouse CEDEX 4

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....